



COMCEC

NOTE DU BCC
SUR
LA COOPERATION DANS LE
DOMAINE DU TRANSPORT ET
DES COMMUNICATIONS

NOTE SUR LA COOPERATION DANS LE DOMAINE DU TRANSPORT ET DES COMMUNICATIONS

I. Introduction et Tendances Globales

Le transport et les communications sont des secteurs clés pour le développement économique des pays. L'augmentation du revenu par habitant et les besoins de mobilité des ménages, la mondialisation des échanges, les tendances à la déréglementation et à la privatisation des infrastructures et services de transport, ainsi que les progrès technologiques dans la technologie ont tous contribué au taux de croissance élevé de l'industrie du transport.

L'infrastructure du transport est cruciale pour le développement économique et social des pays et l'infrastructure de qualité est un pilier essentiel de la compétitivité internationale¹. Selon le rapport «Infrastructures à 2030», les besoins globales en matière d'investissements dans les infrastructures de transport et de distribution pourront dépasser 11 trillions de dollars au cours de la période 2009-2030.

Afin de planifier et mettre en œuvre 10 à 20 ans d'infrastructure de transport au bon moment et au bon endroit, les pays doivent posséder des cadres politiques nationaux et un financement assuré. De plus, le Forum International des Transports (FIT) estime qu'en ce qui concerne le transport de surface, les voyages mondiaux des passagers de la route et du rail devraient croître d'environ entre 120% et 230% jusqu'en 2050, alors que cette croissance devrait se situer entre 240% à 450% pour les économies non membres de l'OCDE. Par ailleurs, le transport mondial de la route et de fret ferroviaire devrait augmenter entre 230% et 420%.

Similairement, l'industrie des Technologies de l'Information et des Communications (TIC) est aussi en croissance et continue à être au centre de la croissance, de l'innovation aussi bien que du développement économique et social. La part du secteur des TIC dans le PIB est environ 6 pour cent dans les pays membres de l'OCDE et relativement moins dans les pays en voie de développement. Avec la diffusion rapide des technologies digitales dans les pays en voie de développement, ce nombre pourrait augmenter dans le future. De plus, les contributions indirectes des investissements des TIC à la croissance économique à travers les améliorations dans la productivité totale des facteurs pourraient de même être considérables.

Aujourd'hui les appareils mobiles et la connexion relative large bande continuent d'être plus incorporés dans le tissu de la société et ils jouent un rôle capital dans l'entretien de la dynamique du développement économique des pays. D'après la Banque Mondiale², dans les pays en voie de développement, le nombre de ménages ayant un téléphone portable est supérieur au nombre de ménages ayant accès à l'électricité ou à l'eau potable et presque 70 pour cent du cinquième inférieur de la population a un téléphone portable dans les pays en voie de développement. Le nombre des utilisateurs d'internet a plus que triplé dans une décennie pour passer d'1 billion en 2005 à environ 3.5 billions à la fin de 2016³.

¹ OCDE, 2012

² <http://documents.worldbank.org/curated/en/896971468194972881/pdf/102725-PUB-Replacement-PUBLIC.pdf>

³ Données de l'UIT

Malgré la rapide augmentation de l'utilisation des services à large bande à travers le monde, des différences significatives se manifestent entre les régions en matière de la disponibilité de la large bande et des taux d'utilisation en fonction du développement économique des pays. Par conséquent, les implications pour l'élaboration des politiques sont d'une grande portée.

Vu son importance critique, la pénétration des services internet large bande est devenu un point important de l'ordre du jour du Groupe de Travail du COMCEC sur le Transport et les Communications (GTTC).

II. La Coopération dans le Domaine du Transport et des Communications

L'amélioration du fonctionnement, de l'efficacité et de la durabilité des transports et des communications dans les États membres est l'objectif important de la stratégie COMCEC dans le domaine des transports et des communications. A cette fin, le COMCEC se concentre sur d'importants problèmes de transport et de communication afin de produire des connaissances et de créer une compréhension commune ainsi que des politiques approximatives dans et entre les pays membres. Dans ce cadre, le Groupe de Travail du COMCEC sur le Transport et les Communications a consacré sa neuvième réunion à la pénétration des services internet large bande.

• Neuvième Réunion du Groupe de Travail sur le Transport et les Communications

Après la 32ème Session du COMCEC, le GTTC a tenu une réunion sur le domaine des communications. La Neuvième Réunion du GTTC s'est tenue le 16 Mars 2017 à Ankara, en Turquie, sur le thème "Augmenter la Pénétration des Services Internet Large Bande dans les Pays Membres de l'OCI".

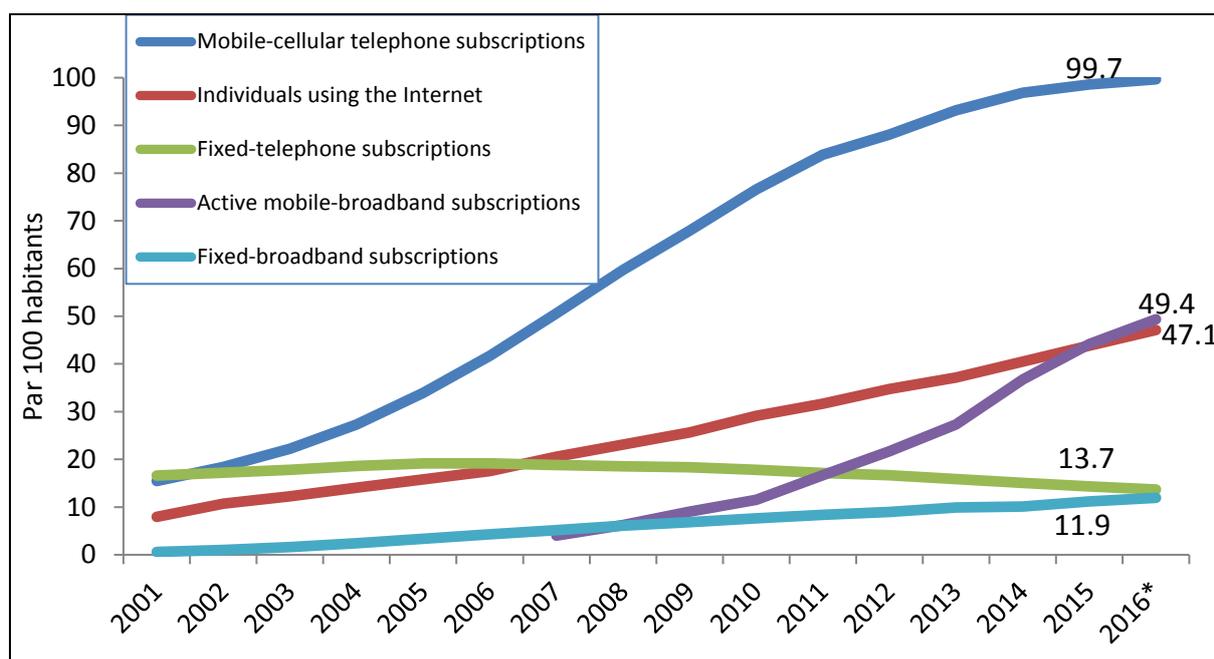
Lors de la réunion, les représentants des Etats Membres ont partagé leurs points de vue et leurs expériences sur la manière de maximiser le potentiel de la pénétration de la large bande dans les Pays Membres de l'OCI en tant qu'un moteur de l'innovation et de la croissance. Les représentants ont de même discuté quelles sont les évolutions dans la pénétration de la large bande que les responsables de politiques devraient considérer aussi bien que les défis qu'ils devraient relever. De même, les avantages et les risques de la pénétration des services internet large bande ont été discutés par les participants. Par ailleurs, les participants ont élaboré les politiques qui peuvent être mises en œuvre pour augmenter la qualité des services fournis dans ce domaine. Les discussions ont été enrichies par des présentations faites par les Etats Membres et le secteur privé.

Afin de fournir des données pour les discussions durant la réunion, le Bureau de Coordination du COMCEC (BCC) a commandé un rapport de recherche sur le thème de la réunion. Ledit rapport de recherche contient des informations très importantes en ce qui concerne l'état de la pénétration large bande dans les Etats Membres de l'OCI, les principaux défis auxquels ils font face et les recommandations de politique qui peuvent être mises en œuvre pour surmonter ces défis. Le rapport révèle de même des chiffres importants en ce qui concerne l'état de la large bande dans le monde et les tendances mondiales.

III. L'Empreinte de la Pénétration Large Bande dans le Monde

Comme le montre l'Indice⁴ Global des Évolutions des TIC dans la Figure 1, l'industrie des TIC a connu une croissance exceptionnelle durant la dernière décennie. L'économie digitale se répand aujourd'hui à presque tous les aspects de l'économie mondiale, influant les secteurs comme le secteur bancaire, le secteur du commerce, celui de l'énergie, de la transportation, de l'éducation, de la publication, des médias ou de la santé. Les TIC transforment simplement les manières dont les interactions sociales et les relations personnelles sont gérées avec des réseaux et des appareils fixes, mobiles à large bande.

Figure 1: Développements du Secteur des TIC au Niveau Mondial, 2001-2016



Note: * Estimation

Source : UIT Base de données mondiale des télécommunications/des Indicateurs des TIC

Étant un élément critique de l'économie digitale, le haut débit est une infrastructure essentielle pour renforcer la croissance économique et le bien-être des citoyens. Au-delà des avantages liés à la croissance du PIB, la large bande contribue à la création d'emplois et au renforcement des épargnes des consommateurs. Le rapport de recherche susmentionné souligne que plus la pénétration large bande est élevée, plus l'effet sur la croissance économique est marquée. Par conséquent, les pays et leurs citoyens vont tirer avantage d'accélérer l'adoption de la large bande.

Selon le rapport, 3.5 milliards de personnes sont aujourd'hui des utilisateurs de l'internet, 2.4 milliards desquels proviennent des pays en voie de développement. De plus, 34% des ménages dans les pays en voie de développement, 7% des ménages dans les pays les moins avancés (PMA) et 80%

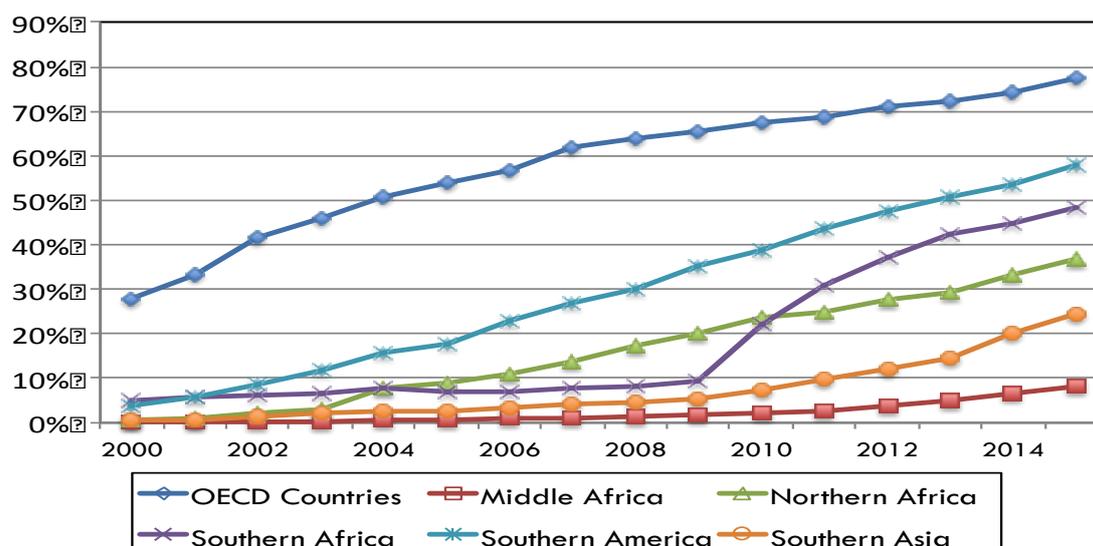
⁴ L'Indice Global des Évolutions des TIC (IDI) est un indice composite qui combine 11 indicateurs en une mesure de référence qui peut être utilisée pour observer et comparer les développements dans les TIC entre les pays et au fil du temps.

des ménages dans les pays développés ont accès à l'internet à la fin de l'an 2015, comparé à la moyenne mondiale qui est au niveau de 46%.

En se basant sur ces données, la pénétration de l'internet au niveau mondial a augmenté d'environ 8 fois pour passer de 6.5 pour cent à 47.1 pour cent entre 2000-2016. Néanmoins, environ 4 milliards personnes vivant dans les pays en voie de développement restent non-connectées, ce qui représente 2/3 du total de la population des pays en voie de développement. D'après McKinsey (2014), les vingt premiers pays qui détiennent la population non-connectée la plus vaste représentent environ 75 pour cent du total de la population non-connectée. Les trois premiers pays à eux seuls (Inde, Chine et Indonésie) comptent pour 46 pour cent de la population non-connectée.

Comme l'indique la Figure 2, l'utilisation de l'internet reste en dessous de la moyenne mondiale (OCDE) dans les régions émergentes entre 20 (Amérique du Sud) et 69 points de pourcentage (Afrique Centrale). Néanmoins, il est important de noter qu'au moins pour certaines régions dans le monde émergent (comme l'Amérique du Sud, l'Afrique du Sud et du Nord), l'écart avec les pays développés se réduit progressivement.

Figure 2: Pénétration de l'internet (pourcentage de la population) (2000-2015)



Sources: COMCEC, *Accroître la Pénétration des Services Internet Large Bande dans les Pays Membres de l'OCI*

III. Pénétration des Services Internet Large Bande dans les Pays Membres de l'OCI

Le rapport susmentionné indique que la technologie de la large bande a subi une diffusion spectaculaire dans le monde aussi bien que dans les Pays Membres de l'OCI depuis les années 1990. A la fin de l'an 2015, 14.95 pour cent des ménages étaient connectés à la technologie à large bande dans les Pays Membres de l'OCI, alors que 29.41 pour cent des individus avaient une connectivité haut débit mobile. Ces statistiques sont encore plus impressionnantes lorsqu'on considère que la technologie de la large bande n'a pas commencé son processus de diffusion 2001 dans le cas des réseaux fixes et son processus de diffusion 2007 pour les réseaux mobiles. Dans plusieurs Pays Membres de l'OCI comme l'Azerbaïdjan, le Liban, la Malaisie, le Qatar, le taux de pénétration

ménager des réseaux fixes à large bande avait dépassé 50 pour cent, tandis que dans d'autres pays comme le Bahreïn, l'Arabie Saoudite et les EAU, le taux de pénétration des réseaux mobiles à large bande était supérieur à 70 pour cent.

Le rapport de recherche suggère de même que le pourcentage des utilisateurs d'internet varie également considérablement à travers les régions de l'OCI. Par exemple, la pénétration internet dans les pays Africains de l'OCI atteint 27.90%, alors que ce taux est au niveau de 39.53% dans les pays Arabes de l'OCI et de 28.05% dans les nations de l'Asie. Le taux de pénétration des réseaux fixes à large bande dans les Etats Membres de l'OCI a atteint 14.95 pour cent de la totalité des ménages, comparé à 78.07 pour cent dans les pays de l'OCDE. Par ailleurs, le taux de pénétration des réseaux mobiles a atteint 29.41 pour cent de la population totale, comparé à 87.17 pour cent dans les pays de l'OCDE.

Dans ce cadre, il est clair que l'univers des Pays Membres de l'OCI n'est pas homogène en ce qui concerne les défis confrontés en matière du développement de la large bande. Dans le tableau ci-dessous (le tableau détaillé est annexé) le rapport identifie trois étapes du développement de la large bande pour révéler les différences entre les Pays Membres de l'OCI en termes du développement de la large bande.

Tableau: Pays Membres de l'OCI: État de l'offre et de la demande des services large bande (2015)

	Offre			Demande	
	Couverture Fixe à Large Bande (ADSL)	Couverture Mobile à Large Bande (3G)	Couverture Mobile à Large Bande (4G)	Pénétration Fixe à Large Bande (ménages)	Pénétration Mobile à Large Bande (population)
Moyenne de l'OCI	53.33%	64.16%	46.82%	14.95%	29.41%
Avancé	>70 % 13 pays	>70%: 25 pays	>70% 6 pays	>70% 6 pays	>70% 9 pays
Moyen	70%-40% 3 pays	70%-40% 17 pays	70%-40% 4 pays	70%-40% 8 pays	70%-40% 11 pays
En Voie de Développement	<40% 39 pays	<40% 15 pays	<40% 37 pays	<40% 43 pays	<40% 35 pays

Source: COMCEC, Accroître la Pénétration des Services Internet Large Bande dans les Pays Membres de l'OCI

Le tableau montre qu'en général certains Pays Membres de l'OCI dans le Moyen Orient (Bahreïn, Oman, Qatar, Arabie Saoudite, EAU) et l'Asie Centrale (Azerbaïdjan, Kazakhstan) sont assez avancés en termes de l'offre et de la pénétration des services large bande. Par ailleurs, un large groupe de pays Africains (Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Tchad, Guinée, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Togo) demeure toujours à une étape limitée du développement de la large bande, en termes de l'offre aussi bien qu'en termes de la demande. Finalement, plusieurs pays de l'Afrique du Nord (Égypte, Tunisie, Maroc), de l'Afrique Subsaharienne (Côte d'Ivoire), du Moyen Orient (Koweït) et de l'Asie (Brunei, Kirghizistan, Turquie, Ouzbékistan) exposent une large couverture de la population combinée avec un taux de pénétration faible.

Néanmoins, les Pays Membres de l'OCI sont de plus en plus conscients du besoin de développer l'économie digitale d'une manière stratégique, y compris la pénétration large bande, de répandre ses avantages et de répondre aux principaux défis comme réduire le chômage et sortir les gens de la pauvreté. Dans ce contexte, les responsables de politique ont étudié la gamme entière des effets sociaux et économiques concernant la large bande aussi bien que les cadres conceptuels qui aident à définir les politiques visant à maximiser la pénétration et mesurer sa contribution.

Le rapport a souligné les principaux défis confrontés par les Pays Membres de l'OCI en termes de la pénétration large bande comme indiqués ci-dessous:

- Manque d'investissement sur les réseaux à large bande de la prochaine génération,
- Accessibilité limitée,
- Prise de conscience limitée en ce qui concerne le potentiel des services large bande ou manque de culture numérique,
- Manque de pertinence culturelle ou d'intérêt.

Afin de faire face à ces défis et maximiser le potentiel de la pénétration large bande aux fins de la productivité, de l'innovation, de la croissance et des emplois; le rapport de recherche a identifié des recommandations importantes de politique à être mises en œuvre par les pays membres. Le rapport est disponible à l'adresse du COMCEC. (www.comcec.org)

Certaines recommandations importantes de politique ont été formulées comme suit en tant que les principaux résultats de la réunion:

A. Recommandations de Politiques pour Tous les Pays Membres de l'OCI

I: Préparer des stratégies nationales d'accès au haut débit avec la participation de toutes les parties prenantes pertinentes.

II: Améliorer l'alphabétisation numérique en intégrant des programmes dans le système éducatif officiel et en encourageant des initiatives informelles ciblant des couches spécifiques de la population.

B. Recommandations de Politiques pour les Pays Membres de l'OCI avec Différentes Etapes de Développement du Haut Débit.

1. Pays Membres de l'OCI à une étape avancée du développement du haut débit

I: Atteindre une couverture internet haut débit dans les milieux ruraux et isolés par le biais des pauses réglementaires⁵ et des subventions directes avec l'objectif d'améliorer les investissements liés au haut débit.

II: Mise en place d'incitations financières aux opérateurs pour le déploiement de la 4G

⁵ Les pays membres de l'OCI à l'étape avancée concernent les pays qui possèdent une large couverture et un taux élevé de l'adoption de l'internet à haut débit.

⁶La pause réglementaire fait référence à l'absence de certaines obligations réglementaires pour fournir l'accès, au moins pour une période prédéfinie.

2. Pays Membres de l'OCI à l'étape intermédiaire⁷ du développement du haut débit

I: Réduire le coût des services haut débit à travers des initiatives de politiques publiques ciblées.

II: Réduire les obstacles culturels et linguistiques grâce au développement de plate-formes, de contenus et d'applications au niveau local.

3. Pays Membres de l'OCI à l'étape initiale⁸ du développement du haut débit

I: Offrir un service à haut débit à bas prix pour les consommateurs par des opérateurs de télécommunications appartenant à l'État et subventionnés par le gouvernement

II: Offrir un service à haut débit à bas prix ou gratuit à qui vise les segments défavorisés de la population.

La dixième Réunion du Groupe de Travail sur le Transport et les Communications sera tenue le 17-18 Octobre, 2017, à Ankara avec pour thème «Amélioration des Corridors de Transport Transnationaux entre les Etats Membres de l'OCI.» Concepts et Études de Cas». La 32e Session Ministérielle du COMCEC a décidé que «L'Amélioration des Corridors de Transport Transnationaux entre les Pays Membres de l'OCI» serait le thème de la Session Ministérielle d'Échange de Vues durant la 33ème Session du COMCEC. La 10ème Réunion du GTTC fera les préparations nécessaire pour la Session Ministérielle d'Échange de Vues et elle est d'une importance critique puisqu'elle devrait mettre au point des recommandations concrètes de politique sur le sujet pour les soumettre à la 33ème Session du COMCEC.

Mécanisme de Financement de Projets du COMCEC

A travers le Mécanisme de Financement de Projet, le Bureau de Coordination du COMCEC fournit des subventions aux projets choisis qui ont été proposés par les Etats Membres déjà enregistrés au Groupe de Travail sur le Transport et les Communications et par les institutions pertinentes de l'OCI.

En 2016, la République de Turquie et ses partenaires de projet ont mis en œuvre le projet intitulé «Évaluation et Amélioration de l'Interconnectivité du Fret Aérien entre les Etats Membres de l'OCI: Approche de Co-Modalité du Fret Aérien (ACMFA) pour Faciliter le Commerce Intra-OCI». Ce projet comprenait des études de bureau, des visites de terrain dans des pays sélectionnés et une organisation d'un débat à Istanbul. Au cours des études de bureau, les centres de gravité pour le commerce aérien et le fret aérien ont été identifiés en utilisant plusieurs bases de données spécifiques à l'industrie. Compte tenu des centres de gravité ainsi que du trafic aérien existant et futur, trois États membres pilotes (Mozambique, Tunisie et Malaisie) ont été choisi pour des analyses supplémentaires et des études de terrain. Du 14 au 16 décembre 2016, le Débat Air Cargo a eu lieu à Istanbul avec la participation de pays partenaires.

Plusieurs présentations ont été faites en vue de susciter un débat sérieux parmi les participants afin de créer une plateforme commune de collaboration et de coopération entre les États membres de l'OCI et les entités commerciales concernées sur le transport aérien de marchandises. Finalement, un rapport de recherche a été préparé à la fin du projet en donnant des propositions aux pays de l'OCI, en particulier pour les trois pays. L'établissement de réseaux de services de fret entre les sous-

⁷ Les Pays Membres de l'OCI à l'étape intermédiaire possèdent généralement une large couverture mais une pénétration haut débit limitée.

⁸ Les Pays Membres de l'OCI à l'étape initiale font référence aux pays qui ont besoin d'augmenter l'offre aussi bien que la demande des services à haut débit.

régions, la mise en place d'une structure de demande durable et un cadre de régularisation facilitée ont été parmi les suggestions du rapport.

Dans le cadre du 4e appel de projet en septembre 2016, la proposition de projet de la Côte d'Ivoire a été sélectionnée pour le financement du COMCEC. Le projet intitulé «Améliorer les Capacités en Matière de Sécurité Routière en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso et au Mali» sera mis en œuvre ensemble en 2017 par le Burkina Faso et le Mali. Le projet vise à la prise de conscience des facteurs de risque individuels dans la sécurité routière et à proposer des solutions. Une formation donnée par des formateurs pour trois pays et une campagne pilote pour la Côte d'Ivoire sont prévus dans le cadre du projet.

ANNEXE:

Tableau: Pays Membres de l'OCI: État de l'offre et de la demande des services large bande (2015)

	Offre			Demande	
	Couverture Fixe à Large Bande (ADSL)	Couverture Mobile à Large Bande (3G)	Couverture Mobile à Large Bande (4G)	Pénétration Fixe à Large Bande (ménages)	Pénétration Mobile à Large Bande (population)
Moyenne de l'OCI	53.33%	64.16%	46.82%	14.95%	29.41%
Avancé	>70 % Azerbaïdjan, Bahreïn, Brunei, Jordanie, Kazakhstan, Liban, Malaisie, Maldives, Oman, Qatar, Arabie Saoudite, Turquie, Emirats Arabes Unis,	>70%: Albanie, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bangladesh, Brunei, Côte d'Ivoire, Égypte, Gabon, Gambie, Jordanie, Kazakhstan, Koweït, Liban, Malaisie, Maldives, Maroc, Oman, Palestine, Qatar, Arabie Saoudite, Suriname, Syrie, Tunisie, Turquie, Emirats Arabes Unis	>70% Kazakhstan, Koweït, Pakistan, Qatar, Arabie Saoudite, Emirats Arabes Unis	>70% Azerbaïdjan, Bahreïn, Liban, Qatar, Arabie Saoudite, Emirats Arabes Unis	>70% Bahreïn, Koweït, Libye, Malaisie, Oman, Qatar, Arabie Saoudite, Suriname, Emirats Arabes Unis
Moyen	70%-40% Koweït, Palestine, Suriname	70%-40% Afghanistan, Algérie, Bénin, Cameroun, Indonésie, Iran, Iraq, Kirghizistan, Mozambique, Nigéria, Pakistan, Sénégal, Soudan, Togo, Ouganda, Turkménistan, Ouzbékistan	70%-40% Jordanie, Malaisie, Maroc, Oman	70%-40% Brunei, Kazakhstan, Malaisie, Maldives, Oman, Palestine, Suriname, Turquie	70%-40% Albanie, Algérie, Azerbaïdjan, Côte d'Ivoire, Égypte, Indonésie, Kazakhstan, Liban, Maldives, Tunisie, Turquie
En Voie de Développement	<40% Afghanistan, Albanie, Algérie, Bangladesh, Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Tchad, Comores, Côte d'Ivoire, Djibouti, Égypte, Gabon, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Guyane, Indonésie, Iran, Iraq, Kirghizistan, Mali, Mauritanie, Maroc, Mozambique, Niger, Nigéria, Sierra Leone, Somalie, Syrie, Soudan, Tadjikistan, Togo, Tunisie, Turkménistan, Ouganda, Ouzbékistan, Yémen	<40% Burkina Faso, Tchad, Comores, Djibouti, Guinée, Guinée-Bissau, Guyane, Libye, Mali, Niger, Mauritanie, Sierra Leone, Somalie, Tadjikistan, Yémen	<40% Afghanistan, Albanie, Algérie, Bangladesh, Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Tchad, Comores, Côte d'Ivoire, Djibouti, Égypte, Gabon, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Guyane, Indonésie, Iran, Iraq, Kirghizistan, Mali, Mauritanie, Mozambique, Niger, Nigéria, Sierra Leone, Somalie, Syrie, Soudan, Tadjikistan, Togo, Tunisie, Turkménistan, Ouganda, Ouzbékistan, Yémen	<40% Afghanistan, Albanie, Algérie, Bangladesh, Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Tchad, Comores, Côte d'Ivoire, Djibouti, Égypte, Gabon, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Guyane, Indonésie, Iran, Iraq, Jordanie, Koweït, Kirghizistan, Libye, Mali	<40% Afghanistan, Bangladesh, Bénin, Brunei, Burkina Faso, Cameroun, Tchad, Comores, Djibouti, Gabon, Gambie, Guinée, Guyane, Iran, Iraq, Jordanie, Kirghizistan, Mali, Mauritanie, Maroc, Mozambique, Niger, Nigéria, Pakistan, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Syrie, Tadjikistan, Togo, Turkménistan, Ouganda, Ouzbékistan, Yemen

	Offre			Demande	
	Couverture Fixe à Large Bande (ADSL)	Couverture Mobile à Large Bande (3G)	Couverture Mobile à Large Bande (4G)	Pénétration Fixe à Large Bande (ménages)	Pénétration Mobile à Large Bande (population)
				Togo, Tunisie, Turkménistan, Ouganda, Ouzbékistan, Yémen	

Source: COMCEC, Accroître la Pénétration des Services Internet Large Bande dans les Pays Membres de l’OCI
